

# La Nation

Journal vaudois

JAA. CH-1000 Lausanne 1 Poste CH SA

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise  
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-  
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



## Polyphonie fédéraliste

**M.** Jean-Pierre Siggen, chef de l'instruction publique fribourgeoise, président de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, se trouvait à la RTS le matin du 9 décembre pour parler des mesures prises par les autorités scolaires face à la pandémie.

La présentatrice, Mme Romaine Morard, impose d'emblée le ton RTS: «Les enfants [...] sont les plus touchés par les contaminations lors de cette cinquième vague, pourtant les mesures sont inégales selon les cantons, masques, tests, aérations, cela va dans tous les sens, alors pourquoi si peu de coordination?» Saisissant la balle au bond, un petit sourire malin figé au coin de la bouche, le journaliste David Berger propose à M. Siggen de le renommer «Directeur du grand orchestre cacophonique de Suisse romande.» Son argument: «Quand on parle de masques par exemple, chaque canton a sa solution, pourquoi chaque canton joue sa partition dans cet orchestre?»

M. Siggen tient la position: «Je ne crois pas que l'homogénéisation de l'école soit plus efficace que la réalité cantonale. L'école est cantonale. Il faut que la population qui applique une mesure connaisse la mesure et accepte de l'appliquer, pour qu'elle soit efficace. [...] Il n'y a pas de parents, ou très peu de parents qui auraient leurs enfants dans deux écoles obligatoires différentes, puisqu'on va à l'école du lieu où l'on habite.»

M. Berger s'accroche: «Vous dites que l'école est cantonale, ok, mais le virus n'est pas cantonal, et les courbes sont à peu près les mêmes un peu partout...» – «Les réalités cantonales, répond M. Siggen, ne sont pas forcément les mêmes. Dans le canton

de Fribourg, on a beaucoup de petits établissements, ce n'est pas forcément la réalité d'un canton urbain.»

Le fédéralisme est plus compliqué, mais plus efficace parce que plus proche de la réalité. Dans cette affaire, il n'y a de cacophonie que quand un canton s'emmêle lui-même les pattes, ou quand la Confédération prétend traiter identiquement des entités cantonales différentes. Tant les autorités fédérales que les autorités cantonales l'on dit et démontré mille fois ces derniers temps. Mais la RTS bloque sur cette question et en revient toujours à son credo de base: si tout le monde ne parle pas d'une seule voix et ne marche pas du même pas, c'est un cas de «cacophonie».

Par bonheur, dans la presse aussi règne une certaine, et bienheureuse, cacophonie. C'est ainsi que, dans *Le Regard Libre* N° 79 du 20 novembre, M. Jonas Follonier écrit en éditorial<sup>1</sup>: «Chaque canton gère un système hospitalier qui lui est propre, compte une certaine mentalité au sein de sa population, est géographiquement situé plus ou moins proche de foyers du virus, etc. De plus, dans un contexte de grande incertitude, le tracé d'une vision s'impose, mais aussi une certaine modestie. Cela rend particulièrement pertinentes les comparaisons entre pays, mais aussi entre cantons dans le cas de la Suisse. L'idée étant que la concurrence des mesures amène à une utilisation optimisée des ressources.»

M. Follonier conclut en rappelant un fondement du fédéralisme: «Il ne faut jamais oublier que le fédéralisme n'est pas une délégation de compétences "par le haut", de la Confédération aux cantons, mais "par le bas": les cantons, avec le peuple, décident

des compétences qu'ils jugent bon de remettre à la Confédération.»

Selon un vieil argument fédéraliste, chaque canton est un laboratoire d'essai, formule particulièrement pertinente en l'occurrence. Chacun travaille sa partition de son côté, car l'harmonie doit d'abord se trouver au niveau cantonal. Et puis, les chefs de département se réunissent et comparent leurs résultats. Certaines procédures s'imposent d'évidence à tous les cantons, d'autres sont utiles pour quelques-uns, ou pour un seul, d'autres retournent au néant. Et on

repart pour un tour, car la politique ne s'arrête jamais.

La partition politique, fantasque et pleine d'imprévus, souvent dissonante, s'écrit en temps réel au fur et à mesure du temps qui passe et des situations qui changent et souvent nous submergent. Aussi, les règles immuables de la composition – la diversité fédéraliste en est une – doivent-elles constamment être rappelées aux esprits courts et aux gens pressés, bref, à tous ceux qui privilégient l'esprit de système et sa cacophonique monotonie.

Olivier Delacrétaz

<sup>1</sup> «Gestion du Covid en Suisse: trop de fédéralisme ou pas assez?»

## Occident express 96

Depuis plusieurs années on parle beaucoup en Serbie des réserves de lithium de la vallée du Jadar, dans l'ouest du pays. Le lithium est un minéral stratégique qui permet la construction de batteries pour les voitures électriques. A elles seules, les réserves serbes sont les plus importantes en Europe, dit-on, et permettraient la construction d'un million de voitures par an. La compagnie minière anglo-australienne Rio Tinto se propose donc d'investir deux milliards d'euros pour extraire le précieux butin. Elle le vendra ensuite aux fabricants automobiles allemands et français qui dépendent encore essentiellement du lithium d'importation. Face à un enjeu d'une telle ampleur stratégique, la Serbie est sommée de céder sans faire de problèmes, ainsi que le révèlent des discussions diplomatiques qui ont fuité dans la presse. Ces fuites occasionnent depuis trois semaines des protestations très vives dans toute la population, notamment parce qu'elles soulignent un degré de cynisme ahurissant de la part de toutes les parties concernées. Ces parties, on en dénombre trois: le gouvernement serbe, Rio Tinto et les gouvernements des pays industriels qui réclament ce lithium. Le gouvernement serbe sait que cette exploitation revient à sacrifier la vallée du Jadar et ses 20 000 habitants dans un enfer écologique; mais allez trouver deux milliards d'euros de revenus ailleurs. Rio Tinto ment avec effronterie sur l'innocuité du projet et multiplie les offrandes de verroterie aux populations sauvages; mais allez trouver un gisement en Europe où les gens sont d'accord de se faire exproprier pour 200 000 euros maximum. Et les gouvernements étrangers font pression sur les Serbes pour qu'ils cèdent leur lithium, même si eux-mêmes en ont parfois plus que

la Serbie; mais, sans même parler des aspects financiers, allez exproprier des Allemands ou des Français pour un projet minier. En Serbie, la combinaison fatale de faiblesse politique et économique, la non-appartenance à l'UE et l'opacité entretenue par un président omnipotent rendent ce désastre prévu possible. Et à peu près certain en réalité pour qui connaît l'histoire. En 1941, Hitler sommait la Serbie encore neutre de lui laisser le droit de traverser son territoire pour atteindre la Grèce. Le Régent Paul Karadjordjevitich avait cédé – et ainsi scellé sa chute en se faisant immédiatement renverser par des putschistes, qui scellèrent ainsi l'oblitération de Belgrade dans le bombardement de la Wehrmacht du 6 avril. Tout cela était prévisible et d'ailleurs prévu. Ainsi Rio Tinto, ou un autre, emportera le marché du lithium, la Serbie se fera exploiter car elle n'a quasiment pas de pouvoir de négociation, et le gouvernement vendra cela comme une grande victoire. Pendant ce temps, la véritable catastrophe minière serbe se poursuivra sans provoquer la moindre petite manifestation, celle qui voit les multinationales miner sa population à un rythme industriel. Pour 2020 seulement, le déficit démographique est de 50 000 personnes. Chaque année, une ville entière oblitérée par la globalisation économique. Les citoyens se soulèvent pour préserver l'intégrité écologique de leur pays, mais ces mêmes citoyens quittent leur pays en masse pour faire tourner les usines de voitures allemandes et les hôpitaux français. On se bat pour préserver des campagnes... en désertification accélérée. Dans la grande idée européenne de libre-circulation des biens et des personnes, c'est le mot «libre» qu'il faudrait examiner de beaucoup plus près.

David Laufer

“

Le peuple? Il cultive son jardin. Il ne s'inquiète pas de nous. Chaque groupe de l'élite essaie de l'accaparer. Il ne se soucie d'aucun. Naguère, il écoutait encore, au moins par distraction, le boniment des bateleurs politiques. A présent, il ne se dérange plus. Ils sont quelques millions qui n'usent même pas de leurs droits d'électeurs. Que les partis se cassent la tête entre eux, le peuple n'en a cure, à moins qu'en se battant ils ne viennent à fouler ses champs; auquel cas il se fâche et étrille au passage

l'un et l'autre partis. Il n'agit pas, il réagit, peu importe dans quel sens, contre les exagérations qui gênent son travail et son repos. Rois, empereurs, républiques, curés, francs-maçons, socialistes, quels que soient ses chefs, tout ce qu'il leur demande, c'est de le protéger contre les dangers communs: la guerre, le désordre, les épidémies – et, pour le reste, qu'il puisse en paix cultiver son jardin.

Romain Rolland,  
Jean-Christophe (1904-1912)

”

# L'école vaudoise en mutation permanente

Le 1<sup>er</sup> décembre 2021 marquait les 25 ans d'une réforme «progressiste et égalitaire» au sein d'une école «traditionnellement sélective et élitaire»<sup>1</sup>, la fameuse et controversée Ecole vaudoise en mutation (EVM96). Un quart de siècle plus tard, il semble bien que notre chère école n'ait toujours pas terminé sa mue, quitte en cela à déstabiliser nombre de ses praticiens. Peut-être est-elle enfin devenue une institution moderne qui, pour reprendre l'expression d'Hartmut<sup>2</sup>, «ne peut se stabiliser que de manière dynamique» (n.d.l.r. poétique manière de dire «bordélique»)? Mais donc, au sein de ce que certains chercheurs reconnaissent comme étant un véritable «chaos normatif»<sup>3</sup>, qu'en est-il de l'instituteur – que dis-je? – de l'animateur socio-pédagogique? Essayons-nous à un bref état des lieux de cette question au travers de la littérature dite scientifique.

Tout d'abord, le retrait du programme institutionnel<sup>4</sup> et de la forme disciplinaire de l'école laisse un vide que les acteurs ont à charge de remplir. Dans la novlangue institutionnelle, cette situation n'est pas le signe d'un abandon du corps enseignant par l'autorité pédagogique, mais une invitation faite à ceux-ci à puiser dans leurs propres ressources – leur créativité – afin d'investir leur travail d'un sens et d'une raison d'être qui seraient plus proches de leur «style professionnel»<sup>5</sup>. Pourtant, à l'inverse de leurs aînés, pour un nombre croissant de praticiens actuels, l'enseignement constitue plutôt un second choix de carrière qu'une vocation, davantage motivé par les conditions de travail que par un intérêt réel pour la pédagogie<sup>6</sup>.

Mais l'école serait-elle véritablement devenue une «coquille institutionnelle sans autorité» pour reprendre l'expression de Susan Strange<sup>7</sup> à propos de l'Etat? Rien n'est moins sûr. Car si la

forme disciplinaire de l'école est régulièrement critiquée et réduite, c'est au profit de nouvelles attentes qui se manifestent notamment par les «éducations à...» (l'égalité, la diversité, la durabilité, etc.) issues pour beaucoup de l'agenda Education 2030 de l'UNESCO. Dans les faits, il semble même que, dans une forme de *soft-power* caractéristique de nos démocraties libérales, la sphère d'influence de l'école s'étende actuellement de plus en plus, notamment sur celle des familles<sup>8</sup>. En somme, si l'institution scolaire a perdu quelque chose, ce n'est pas tant son influence, mais plutôt sa boussole interne.

**Si l'institution scolaire a perdu quelque chose, c'est sa boussole interne.**

A l'interne, cette recomposition progressiste du rôle de l'école ne va évidemment pas sans laisser de côté un certain type de profil d'enseignant. Car dans un contexte caractérisé par «l'affaiblissement général des cadres de la transmission»<sup>9</sup>, les partisans de l'ancien modèle scolaire semblent bien être confrontés à une situation particulièrement difficile à résoudre et face à laquelle seule deux voies s'offrent à eux, celle de l'adhésion institutionnelle ou celle du détachement, soit ce que Perrenoud appelle «l'autonomie de contrebande»<sup>10</sup>. En somme, faire «à sa sauce» lorsque la porte de la classe est fermée. Cependant, cette seconde voie tend à devenir toujours plus escarpée à mesure que les procédures de contrôle et les incitations aux changements se font plus présentes.

Sur ce point, il convient toutefois de préciser que ce tournant de l'école n'est pas que le fait – si l'on ose encore cette réduction binaire – de la gauche, mais également de la droite. En effet, comme l'indiquent Emery et Martin<sup>11</sup>, l'hybridation au sein des administrations publiques de référents issus des

valeurs civiques et marchandes a eu comme conséquence de créer une forme de crise identitaire chez les acteurs. Pour ne rien arranger, un autre corollaire de cette nouvelle gestion publique (NGP) serait l'augmentation de la reddition de comptes découlant d'une stratégie de pilotage par les *outputs* – ou plus communément – les *datas*<sup>12</sup>. Derrière ces anglicismes – qui laissent par ailleurs deviner l'origine de ces stratégies de gestion publique – réside en définitive la manifestation de ce que Broadfoot appelle «l'État évaluateur»<sup>13</sup>. En somme, une école devenue boulimique de données, mais qui ne sait même plus vraiment à quelles fins attribuer ses moyens. Peut-être qu'une organisation internationale pourrait l'y aider?

Conclusion? La chimère qu'est devenue l'Ecole vaudoise à force de mutations répétées n'est déjà pas très belle à voir, mais la forme qu'elle risque de prendre en continuant sur sa tendance actuelle ne promet rien de bien plus beau. Mais qui sait? Peut-être que, par une ironie de l'histoire, cette institution mue par le progrès finisse par revenir au stade primaire de l'évolution? Dans cette perspective, le stade du mollusque semble bien être celui qui se profile à l'horizon. Mais attention, un mollusque évaluateur, un *smart mollusque*, dont les fonctions, ramenées au strict nécessaire, consisteraient à faire résonner dans sa coquille vide les poncifs «progressistes et égalitaires» des bureaucrates onusiens, avant d'en évaluer la réceptivité chez les enseignants et élèves en récoltant une masse grandissante d'*outputs*. Ainsi va le progrès.

David Verdan

<sup>1</sup> Propos de l'article du 24 heures: *L'esprit d'EVM 96 souffle encore sur l'école vaudoise*. 1<sup>er</sup> décembre 2021.

<sup>2</sup> Hartmut, Rosa. *Résonance: une sociologie de la relation au monde*. La Découverte, 2018.

<sup>3</sup> Durler, Héloïse. LOSEGO, Philippe. *Travailler dans une école: Sociologie du travail dans les établissements scolaires en Suisse romande*. Editions Alphil Presses universitaires suisses, 2019.

<sup>4</sup> Dubet, François. *Le Déclin de l'institution*. Média Diffusion, 2014.

<sup>5</sup> Monney, Corinne. Formation des enseignants pour l'inclusion et orientations contradictoires en Suisse. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2018, n° 78, p. 125-136.

<sup>6</sup> Maroy, Christian. Perte d'attractivité du métier et malaise enseignant. Le cas de la Belgique. *Recherche et formation*, 2008, no 57, p. 23-38.

<sup>7</sup> Strange, Susan, et al. *The retreat of the state: The diffusion of power in the world economy*. Cambridge university press, 1996.

<sup>8</sup> Durler, Héloïse. Losego, Philippe. Ibid. p.124

<sup>9</sup> Castel, Robert. François Dubet, Le déclin de l'institution. Seuil, Paris, 2002 (421 p.). *Sociologie du travail*, 2005, vol. 47, n° 2, p. 269-271.

<sup>10</sup> Perrenoud, Philippe. *Le métier d'enseignant entre prolétarisation et professionnalisation: deux modèles du changement*. Faculté de psychologie et de sciences de l'éducation: Service de la recherche sociologique, 1993.

<sup>11</sup> Emery, Yves et Martin, Naomi. Quelle identité d'agent public aujourd'hui?. *Revue française d'administration publique*, 2008, n° 3, p. 559-578.

<sup>12</sup> Paquay, Léopold. *L'évaluation des enseignants. Tensions et enjeux*. L'Harmattan, 2004.

<sup>13</sup> Broadfoot, Patricia. Un nouveau mode de régulation dans un système décentralisé: l'Etat évaluateur. *Revue française de pédagogie*, 2000, p. 43-55.

## Josquin 2021

Mort il y a exactement cinq cents ans, Josquin Desprez (1450-1521) – l'orthographe de son nom ainsi que sa date de naissance sont fluctuantes – est au nombre des plus grands musiciens d'Occident, par l'abondance, l'influence et la valeur de son œuvre. De renommée internationale en son temps, il a été admiré par Luther, il a influencé Palestrina, Victoria, etc. Plus près de nous on reconnaîtra des traces de cet héritage chez le Stravinsky tardif (la *Messe* de 1948, *Canticum sacrum* de 1956) ou Arvo Pärt, par exemple.

De nombreuses rééditions, mais aussi des publications nouvelles viennent opportunément saluer cet anniversaire. Après l'année Beethoven, célébrons tardivement l'année Josquin Desprez (sans oublier Saint-Saëns, mort en 1921). Mais contrairement à Ludwig van et Camille, qui sont presque nos contemporains en comparaison, un compositeur vieux de plus de cinq cents ans semble *a priori* de nature à intéresser les historiens et les musicologues plus que le grand public, si cultivé soit-il.

Les producteurs phonographiques sont bien conscients qu'il y a une barrière à franchir et qu'il faut développer quelques ruses pour attirer le moderne

chaland. Un effort est donc fait sur la présentation des CD, le *packaging*, comme on dit aujourd'hui. Voici un livret à l'esthétique douteuse: le fameux portrait de Josquin enturbané, multiplié par vingt, est traité à la façon *pop art*, sur fond orange criard. Et pour renfort de

**Une musique vieille de cinq cents ans peut-elle encore nous toucher?**

démagogie commerciale, le titre de l'album est *Baisiez moy*. Voyons l'intérieur: l'accompagnement instrumental comprend, outre un luth bienvenu, un synthétiseur Buchla, une onde Martenot et un clavier Fender Rhodes! Au secours! On écoute quand même? Au point où nous en sommes... Eh bien le résultat est excellent. Le titre racoleur du CD est le vers initial d'un charmant et innocent poème anonyme: «Baisiez moy ma douce amie/ Par amour je vous en prie /Non feray /Et pourquoi?/ Se je faisais la folie /Ma mere en seroit marrie. Vela de quoy.» On conviendra que c'est d'un érotisme prudent et distingué. Distinguée est aussi l'interprétation de l'ensemble Thélème dirigé par Jean-Christophe Goffe. Quant aux instruments électroniques, employés avec parcimonie, dans quelques chansons seulement, ils apparaissent avec un tel naturel, une telle discrétion que l'on pourrait croire que le

compositeur les avait prévus. Nul effet de modernisation hasardeuse ne vient ternir la réussite de cette production audacieuse autant que respectueuse. Un regard sur la réalisation technique nous apprend que la prise de son est l'œuvre d'un des meilleurs spécialistes actuels, Nicolas Bartholomé, qui assure le difficile équilibre entre les timbres instrumentaux et les parties vocales.

Autre production à la présentation discutable: cette fois, dans une esthétique revisitée *street art* monochrome à connotation vaguement gothique, le visage du musicien est altéré en tête de mort sur fond gris muraille. Titre de l'album: *Josquin the undead*. Ne nous laissons pas rebuter. La démarche de l'ensemble Graindelavoix dirigé par Björn Schmelzer est très différente des Thélème. Les voix, à la fois âpres et sensuelles, sonnent à la manière des polyphonies corses. Le chant se déroule tel un rituel envoûtant, soulignant les dissonances, les frottements harmoniques entre les parties, ajoutant çà et là des ornements ou de subtils glissandi. La complexité de l'architecture de cette géniale musique, souvent portée à la mélancolie, apparaît ainsi évidente à l'auditeur actuel.

Deux chansons sont communes à ces actualisations réussies et pourtant si différentes: *Baisiez moy* et *Nymphes des bois (déploration sur la mort de Jean Ockeghem)*. Les livrets comprennent d'intéressantes notices et les textes des chansons. Voilà pourquoi il faut acquérir les deux enregistrements.

Pour les mélomanes qui préféreraient aborder le compositeur par sa musique religieuse, je ne saurais trop recommander la sublime messe *Pange lingua* dans l'interprétation limpide et lumineuse de l'ensemble britannique Stile Antico.

Jean-Blaise Rochat

### Références:

Josquin Desprez, *Baisiez moy*, ensemble Thélème, dir. Jean-Christophe Goffe, CD Aparte, 2021.

*Josquin the undead*, Graindelavoix, CD Glossa, 2021

*The Golden Renaissance*, Josquin Des Prez, Stile Antico, CD Decca, 2021

Ces enregistrements sont disponibles sur les plates-formes en streaming. Malheureusement bien souvent sans notice ni textes chantés.

# Sauver la presse de ses propres travers

Depuis plusieurs décennies, la presse va mal et ceci pour deux raisons au minimum.

D'une part, la concurrence de la radio, de la télévision, et désormais principalement d'internet, a bouleversé au fil des années le modèle de financement de la presse écrite payante – traditionnellement, abonnements et publicité. Cela a entraîné disparitions, fusions et rachats de titres par des grands groupes, et donc des coupes budgétaires. D'autre part, l'essor du politiquement correct n'a cessé d'affaiblir la pluralité des opinions dans la société et à l'université. Ceci a entraîné un appauvrissement des contenus éditoriaux et une uniformisation des orientations politiques des médias de masse, dans le sens général de l'égalitarisme et de l'étatisme.

Cette situation critique pousse régulièrement les milieux politiques cantonaux ou fédéraux à proposer l'extension des aides dont bénéficient les médias. Les Chambres ont voté un train de mesures fédérales en faveur des médias, destiné à les soulager financièrement et à favoriser leur « transition numérique ». Un référendum lancé contre le projet fédéral et soutenu par *La Nation* a abouti<sup>1</sup>. Ce train de mesure est dangereux sous trois aspects.

Premièrement, le projet est contradictoire en cela qu'il souhaite aider la presse écrite mais également pousser à sa mue vers le tout-numérique. A titre d'exemple, *La Nation* dispose certes d'un site internet et d'une version numérique, mais notre journal

reste fondamentalement ancré sur son support papier. Il ne s'agit donc pas ici de s'opposer naïvement à la numérisation, qui est une réalité technique indéniable, riche de possibilités, portée par le marché et les nouveaux usages de la jeunesse. Cette votation nous permet cependant de prendre en considération certaines de ses retombées inquiétantes.

Du point de vue médiatique, la numérisation pose des problèmes de santé publique, d'éducation et de rapport à l'information. Les parents, les enseignants et les psychologues connaissent bien les problèmes de déficit d'attention, d'addiction, de harcèlement ou de fausses nouvelles que posent la multiplication des supports numériques dans les mains de la jeunesse ainsi que et l'usage toujours accru des réseaux sociaux pour s'informer.

Il s'agit ainsi de conserver un rapport sain à la lecture, essentiellement lié au papier. Les subventions publiques ne doivent en aucun cas amplifier un phénomène déjà bien présent et favorisé encore par la pandémie, dont les inconvénients risquent de rattraper les avantages<sup>2</sup>.

Deuxièmement, les défenseurs du projet arguent de l'importance, pour la démocratie, du maintien d'une presse diversifiée et pluraliste. En l'état, on ne voit pas en quoi les mesures prévues atteindraient ce but. Les aides (rabais sur les livraisons postales et sur la TVA,

aides directes pour la transition numérique, aide à la formation, etc.) seraient certes distribuées à tous les journaux payants et atteignant un chiffre d'affaires minimal. Mais le texte ne distingue pas la presse d'information de la presse d'opinion, alors que c'est justement là que l'argument pluraliste aurait un sens<sup>3</sup>.

A part la presse d'information régionale, essentielle à la vie communale et locale, brique des identités cantonales, les grands journaux abordent tous, en substance, l'actualité de la même manière. Et ce même sans crouler sous les subventions étatiques. L'Etat n'a ainsi pas à favoriser davantage une neutralité journalistique (qui de toute manière ne se décrète pas d'en haut et n'existe pas) celle-ci permettant même dans le pire des cas d'imposer comme objectives des conceptions partisans.

Troisièmement, le projet est centralisateur. Même s'il ne prévoit pas de nouvelle base constitutionnelle en faveur de la Confédération, les compétences de l'Office fédéral de la communication seront renforcées; il y aura donc centralisation, au moins matériellement. De plus, les aides, censées être temporaires, risquent d'être pérennisées suite à une étape d'évaluation<sup>4</sup> qui doit débiter quatre ans après l'entrée en vigueur du train de mesures. Celle-ci verra alors probablement s'institutionnaliser l'aide aux médias, avec, à terme, le risque de voir apparaître des aides directes à la presse. Dans tous

les cas, l'argent public créera une dépendance financière impossible à supprimer, et donc catastrophique pour la crédibilité d'une presse prétendument indépendante.

Et si la situation des médias continue d'empirer, l'Etat devra porter à bout de bras une presse à la fois moribonde et lourdement subsidiée.

Pour sauver la presse d'une étatisation irréversible et d'une numérisation qui desservira tant le journaliste que son lectorat, nous voterons NON le 13 février prochain.

Lionel Hort

<sup>1</sup> Voir l'éditorial de M. Félicien Monnier dans *La Nation* n° 2181 du 13 août 2021.

<sup>2</sup> A ce sujet et dans le domaine des aides (très) indirectes, on pourrait éventuellement envisager des mesures cantonales minimales, de nature éducative, ou encore des restrictions concurrentielles visant la RTS, qui produit également du contenu « textuel » en ligne, et les GAFAM, mais bien entendu le projet n'en parle pas.

<sup>3</sup> Voir l'éditorial de M. Olivier Delacretaz dans *La Nation* n° 2066 du 17 mars 2017.

<sup>4</sup> C'est d'ailleurs le cas du projet vaudois d'aide en faveur des médias. Celui-ci prend la forme d'un arrêté du Conseil d'Etat temporaire qui prévoit expressément la possibilité de se transformer en loi cantonale pérenne après une étape d'évaluation de son efficacité. Voir l'Exposé des motifs et projet de décret instituant des mesures de soutien à la diversité des médias du Conseil d'Etat vaudois, décembre 2019, article 4, page 51.

## Architecture du Canton de Vaud, 1975-2000

L'architecture vaudoise existe-t-elle? Sans doute des quantités d'étages d'habitations s'empilent-elles dans des régions bucoliques, sans originalité ni qualité artistique quelconque, et c'est désolant. Mais en cherchant un peu, ou en consultant les ouvrages qui sont publiés, on peut trouver des réalisations moins conformistes, plus personnelles, parfois même grandioses, dues aux quelques architectes qui ont du talent, de la persévérance et la volonté d'aboutir. Car les obstacles à de belles constructions neuves sont nombreux, et ni les réglementations multiples, ni le manque d'énergie des autorités, ni l'accueil réservé du public ne facilitent les efforts pour placer dans nos villes et nos bourgs des bâtiments qui forcent l'admiration.

Notre ami Pierre Bolomey avait publié deux beaux volumes, lorsqu'il présidait la section vaudoise de la Société d'art public (aujourd'hui Patrimoine suisse, ex-Heimatschutz): *Aspects du patrimoine vaudois, 1990 et 1995*. Ces ouvrages faisaient la part belle à l'archéologie, aux restaurations et aux rénovations, mais comportaient aussi une section consacrée à l'architecture la plus contemporaine. Magnifiques volumes fortement illustrés en couleur, qui font encore honneur à celui qui fut leur cheville ouvrière.

Deux répertoires plus larges dans leur choix et illustrés en noir-blanc ont été édités récemment. Ils couvrent les années 1920-1975 pour l'un (paru en 2012), les années 1975-2000 pour

le second (paru cette année), également sous le même titre: *Architecture du canton de Vaud* et publiés sous la direction de Bruno Marchand, professeur au Laboratoire de théorie et d'histoire de l'architecture à l'EPFL, aux Presses polytechniques et universitaires romandes. C'est ce second volume que nous présentons ici, élaboré en collaboration avec Pauline Schroeter. Cet ouvrage de 463 pages s'intéresse aux constructions édifiées durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, lesquelles sont décrites, commentées et illustrées. Elles sont au nombre d'environ 350 et sont parsemées dans toutes les régions du Canton. Bâtiments isolés, mais aussi ensembles formant un quartier, comme les Pugessies à Yverdon, maisons privées ou quartiers urbains. La part belle est faite aux écoles, qui présentent une qualité d'architecture au-dessus de la moyenne, mais aussi aux églises et autres bâtiments publics comme les salles de spectacle, les centres communaux polyvalents, les hôpitaux, les prisons, les centres sportifs, etc. Les aménagements comme les places, les ponts, les gares sont également répertoriés. Pour les auteurs, les constructions publiques sont plus riches et plus originales que les immeubles en mains privées, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Les rénovations de bâtiments anciens, de cures, de châteaux, ou des annexes de monuments, comme la billetterie-boutique de l'Hermitage, à Sauvabelin, ne sont pas oubliées.

Un copieux « Epilogue » (80 pages) reprend et articule par chapitre les objets présentés chacun sur une page dans les premières parties, parfois non sans jargon de spécialiste; mais il manque cruellement de renvois entre cette conclusion et les présentations particulières. Manquent aussi des index (lieux et personnes), ce qui rend l'ouvrage malcommode à utiliser. Mais sa lecture nous rassure sur les réflexions et les travaux des architectes qui ont du génie, et l'on constate qu'ils ne sont pas très nombreux; les mêmes noms apparaissent souvent dans cet ouvrage de référence.

Merci au professeur Bruno Marchand de nous permettre, grâce à ces deux répertoires, d'ouvrir les yeux sur ces huitante ans de constructions de qualité dans le Canton. Il viendra présenter son livre lors de l'entretien du mercredi 19 janvier prochain (voir programme sur cette page).

Yves Gerhard

### Programme des Entretiens du mercredi

Le programme des Entretiens du mercredi continue.  
Nous nous réjouissons de vous y retrouver!

#### Prochains rendez-vous:

**12 janvier :** **Thématiques écologiques aux Cahiers de la Renaissance vaudoise,**  
Avec Messieurs Loïc Bardet, Jean-Michel Henny et Félicien Monnier

**19 janvier :** **« Architecture du canton de Vaud: 1975-2000 »**  
Avec Monsieur Bruno Marchand

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.  
[www.ligue-vaudoise.ch/mercredis](http://www.ligue-vaudoise.ch/mercredis)

### La Nation

Rédaction  
Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier  
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

[courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)  
[www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

# Camarades de gauche, merci

Certains lecteurs s'étonnent peut-être que nous fassions l'éloge d'essayistes «marqués à gauche», tels que feu Bernard Stiegler, sa fille Barbara, Jean-Claude Michéa, Dany-Robert Dufour, Bruno Latour ou Dominique Bourg. Nous cherchons notre miel partout et continuerons à recenser des livres d'auteurs dont la position sur l'échiquier politique ne nous enchante pas *a priori*.

Que se passe-t-il? La distinction droite/gauche n'a été à peu près claire qu'au moment de la Révolution française, quand elle désignait les députés partisans d'une monarchie forte (assis à droite de l'Assemblée constituante) et leurs adversaires voulant priver le roi de toute prérogative essentielle (assis à gauche). L'opposition des conservateurs et des libéraux dura un temps, puis se brouilla.

*La Nation* n'est pas un journal de droite ni d'extrême-droite. Elle ne détermine pas ses positions selon des «valeurs démocratiques» ou des projets utopiques, mais d'après la réalité du bien commun vaudois. On pourra parfois nous qualifier d'idéologues (l'idéologie, selon le philosophe Paul Ricœur, n'étant pas un concept forcément négatif), mais nos idées sont nourries par une terre, des mœurs et une histoire bien réelles. Elles sont destinées à se corriger de manière à coller à la réalité du pays, qui se modifie, comme toute chose ici-bas. Nous avons des principes, tel le fédéralisme, mais nous sommes attentifs à ce qui se passe et à ce qui s'écrit, notamment dans le camp de ceux qui ne nous aiment pas. Les surprises sont fréquentes.

La distinction droite/gauche ne nous a jamais convenu. C'est une invention démocratique qui tient les opinions individuelles pour sacrées, liées à des organisations, les partis, censées les représenter selon des tendances qui se multiplient et divisent le pays artificiellement.

Cependant nous sommes forcés d'utiliser cette répartition qui s'est imposée en politique. Nous sourions quand les événements parfois la déjouent.

Cela se produit de nos jours où une quantité non négligeable de penseurs classés à gauche nous captivent alors que la Ligue vaudoise est présumée de droite. Le brouillage des lignes n'est pas nouveau. L'Action française créa un Cercle Proudhon, du nom de l'anarchiste franc-comtois. L'écrivain Charles Péguy réconcilia monarchistes et républicains. Camus s'en prit à Sartre et aux marxistes. George Orwell fut impitoyable avec ses amis de la gauche britannique. Des Jean-Claude Michéa, Alain Finkielkraut, Michel Onfray ou l'écrivain communiste Jérôme Leroy ne sont que très partiellement fidèles à leur camp d'origine. Le philosophe démocrate Jacques Bouveresse ne cesse de vitupérer le «déconstructionniste» Michel Foucault. Le romancier popiste vaudois Julien Sansonnens est soudain loué par l'hebdomadaire français «zemmourien» *Valeurs actuelles*.

A cause de l'écologie, du centralisme de l'Union européenne, du renouveau russe, de la puissance chinoise, de l'influence du numérique et des réseaux sociaux, de l'importation récente de doctrines américaines sur le féminisme, l'antiracisme et l'orientation sexuelle, la gauche et la droite se sont fracturées. A droite, l'individualisme libéral mondialiste ne fait pas bon ménage avec le souci de la souveraineté nationale et le conservatisme. A gauche, le libéralisme bourgeois-bohème adepte des modes américaines ne convient pas aux socialistes syndicalistes marqués par la lutte des classes, attachés à un certain universalisme républicain, à la protection offerte par le cadre national face au capitalisme néo-libéral déchaîné et à l'importation de main-d'œuvre immigrée corvéable en dehors de toute règle. L'écologie elle-même se partage entre pragmatistes, s'efforçant de soigner leur

environnement, et obsédés de l'effondrement planétaire imminent, de l'extinction et de la rébellion.

Aussi nous efforcerons-nous dans les prochains numéros de *La Nation* de présenter des auteurs de gauche dont nous nous sentons plus proches que de certains libéraux classés à droite.

Nous relevons cinq sphères de rapprochement possible.

Premièrement, la volonté de réhabiliter la notion de vérité comme adéquation de ce qui est dit avec ce qui est, et non comme effet de pouvoir ou comme invention des dominants pour consolider le pouvoir patriarcal blanc. Cette réhabilitation s'accompagne du soin porté au langage dont la précision et la simplicité doivent prendre le pas sur la langue de bois politico-médiatique, managériale ou pseudo-scientifique de prétendus chercheurs.

Deuxièmement, le souci de corriger les excès de la mondialisation: l'ubérisation de la vie économique, la dénaturation des rapports de travail opérée par un management indifférent aux travailleurs rabaissés au rang de ressources humaines évaluées selon leur capacité de s'adapter, leur mobilité, leur flexibilité et depuis peu leur agilité.

Troisièmement, la protection contre l'orgueil productiviste, qui détruit le

cadre de vie naturel et politique; le respect des nations et le refus d'un gouvernement mondial.

Quatrièmement, l'attention portée aux risques d'un totalitarisme inédit à cause de la numérisation et de la surveillance généralisées, de l'obsession de l'hygiène et de la santé, du transhumanisme, du racisme antiraciste, de la neutralisation des sexes et des genres.

Cinquièmement, la lutte contre la perversité individualiste: *Je suis libre, je n'ai pas de dettes vis-à-vis de mes ancêtres et de la communauté où je suis né; je me construis tout seul (mais je ne refuse pas un revenu minimal étatique); je fais ce que je veux, quand je veux, j'en ai bien le droit; je change d'identité et je migre selon mes envies, etc.*

A cela s'ajoutent des opinions concordantes sur les approches nouvelles des totalitarismes nazi et soviétique, le souhait d'une école moins utilitariste, la perplexité suscitée par l'art contemporain, l'impossibilité de débattre avec les minorités victimaire, les impostures intellectuelles produites par certaines facultés universitaires.

Nos ennemis ne sont pas toujours là où on croit. L'amitié politique se déploie dans des directions imprévues.

Jacques Perrin

## La pauvreté dans le Canton

Certaines organisations caritatives et certaines voix de la gauche misérabiliste répètent volontiers que dans notre pays si riche, la pauvreté est bien plus importante qu'on croit: elle frapperait près de 10% de la population. *Numerus*, le courrier statistique de l'Etat de Vaud, donne dans son édition de novembre dernier une tout autre image. C'est seulement 5,4% de la population (chiffres 2018) qui vivrait en dessous du seuil de pauvreté.

Ce seuil, conformément à l'usage des services sociaux et des statisticiens, est fixé à 2100 francs de revenu mensuel pour une personne seule, à 4100 francs pour un couple avec un ou deux enfants; on inclut dans ce montant les prestations des régimes sociaux publics, ainsi qu'une petite fraction de la fortune (s'il y en a une, ce qui est plutôt rare). Avec ces gains, il n'y a certes pas de quoi faire bombance; mais on peut vivre, étant entendu qu'on ne paie pratiquement pas d'impôt, que l'assurance maladie est largement subsidiée et le logement souvent subventionné.

Le groupe le plus représenté dans les 21100 ménages pauvres est celui des familles monoparentales, surtout s'il

s'agit d'une mère célibataire avec deux ou trois enfants. On ne s'en étonne pas. De tout temps, la charité publique s'est adressée en priorité à la veuve et à l'orphelin; aujourd'hui c'est la femme sans mari et l'enfant dont le père s'est évaporé: rien ne change, sauf la cause de l'absence de l'homme.

L'analyse plus fine du phénomène montre deux choses relativement satisfaisantes. D'une part, le taux de pauvreté est assez stable au fil du temps, oscillant entre 5% et 5,6% depuis 2012. D'autre part, la plupart des gens s'en sortent: pour 40% d'entre eux, la situation de pauvreté ne dure pas plus d'un an, et pas plus de deux ans pour 56%. La pauvreté ininterrompue, généralement celle de retraités assez proches du seuil, ne concernerait que 6% des pauvres, c'est à dire 0,32% de la population.

Ces chiffres n'enlèvent rien à la dureté de la vie des personnes frappées par la misère. Mais, d'un point de vue politique, vu qu'il y aura toujours une frange de démunis, ils montrent que l'économie vaudoise nourrit son monde et que le «filet social» est déployé.

Jean-François Cavin

## Changer le vin en eau, pauvre miracle

Le GREA, Groupement romand d'étude des addictions, est un lobby local militant pour la dépénalisation et la distribution contrôlée du cannabis. Pas trop contrôlée tout de même: au printemps dernier, ce sulfureux groupement avait publié un communiqué

### LE COIN DU RONCHON

qui nous avait fait sourire par ses envolées lyriques contre la centralisation fédérale: «*La Confédération a produit un catalogue de règles et de contraintes d'un volume impressionnant. Le Conseil fédéral semble vouloir tout contrôler depuis Berne, sans laisser les autorités locales gérer leurs affaires [...].*» Derrière cette prose pseudo-libérale, voire pseudo-fédéraliste, les activistes de cette «association citoyenne de référence» se réjouissaient que les villes suisses puissent désormais mener des «essais-pilotes» de distribution de cannabis, mais se hérissaient à l'idée que la Confédération puisse y mettre des conditions.

Si le GREA se montre ultra-libéral en matière de drogues, il l'est beaucoup moins, voire absolument pas du tout, lorsqu'il est question d'alcool. (*Ce n'est pas parce qu'on est ultra-libéral qu'on aime la concurrence, n'est-ce pas!*) Du haut de leur minaret intellectuel, les hyperactifs militants du chanvre appellent donc régulièrement à la prohibition des produits traditionnels de nos terroirs et des habitudes de consommation qui ont été les nôtres depuis des siècles. Au début du mois de

décembre, ils ont pieusement annoncé la 2<sup>e</sup> édition romande du *Dry January*. (*Ce n'est pas parce qu'on fume des pétards qu'on aime la langue française, n'est-ce pas!*)

La mode d'un mois de janvier «à sec» provient, comme celle d'*Halloween*, du monde anglo-saxon. Comme celle d'*Halloween*, elle se répand facilement chez les consommateurs désenchantés, qui trouvent ça cool et nouveau. Ceux qui avaient déjà l'habitude de ralentir leur consommation après les excès des fêtes sont désormais fiers de pouvoir mettre un label anglophone sur leur repentance. On trouve même des vigneron qui tentent de surfer sur cette nouvelle tendance, dans l'espoir, peut-être, de se donner une image innovante et de récupérer un supplément de clientèle assoiffée en février.

Nous allons donc devoir nous habituer à célébrer, chaque début d'année, le *Dry January*, avec le soutien actif de l'Office fédéral de la santé publique (*Plus de vaccin, moins de vin!* – tel serait le slogan si les communicants de l'OFSP n'étaient pas tous alémaniques). Pour le moment, nous n'en sommes encore qu'au début du processus: il n'y aura pas ce mois-ci d'interdictions formelles, de descentes de police dans les caves et de contrôles éthylométriques à domicile. Pour le moment, il ne s'agit que d'«une opportunité (sic) de réfléchir au rapport de chacune et chacun à l'alcool et de questionner sa propre consommation». Mais la prohibition viendra peut-être plus vite qu'on ne le croit. Alors profitez: *questionnez votre consommation, répondez par un chiffre respectable, et à votre santé!*